



Thème principal

"Des drones, pas des stades" - Derrière la vague de protestation citoyenne en Ukraine

(22 octobre) Depuis plusieurs semaines, malgré la loi martiale, des citoyens ukrainiens se rassemblent devant les mairies et les administrations militaires pour protester contre les choix budgétaires effectués au détriment de l'effort de guerre.

À Lviv, huit rassemblements ont eu lieu. "D'abord les drones, ensuite les stades", ont demandé les participants.

Des rassemblements ont également eu lieu à Odessa, Kyiv, Hayvoron, Zhytomyr, Zaporizhzhia, Rivne et Cherkassy : "Nous demandons que les autorités se joignent à l'aide apportée aux forces armées et que l'argent du budget soit consacré aux drones et aux forces armées. "

"Pourquoi avons-nous besoin de pavés s'il n'y a pas de victoire ?", a déclaré Iryna Tkachenko, une habitante de Cherkassy. "Si la ville construit des stades ou des pistes de ski pendant la guerre, rénove les façades, déplace les pavés, il s'agit, à notre avis, d'un crime. "

"Aujourd'hui, les hommes en première ligne ont besoin de drones, de caméras thermiques, d'appareils de vision nocturne, de premiers soins, de gilets pare-balles. Tout ce dont ils ont besoin doit être transféré en première ligne", a déclaré Artur Kireev, un participant au rassemblement originaire de Lviv.

Ces manifestations ont rassemblé entre 30 et 1000 personnes (Odessa). À Cherkassy, le 21 octobre, les citoyens se sont indignés des décisions du conseil municipal en faveur du basket-ball : 1,5 million de hryvnias (= 39 500 €) ont été alloués à ce sport, a déclaré l'un des organisateurs de l'action.



À Kyiv, le 16 octobre, des familles de soldats venues de différentes villes d'Ukraine ont manifesté dans la rue. Elles ont demandé aux autorités de rechercher efficacement les soldats disparus, d'échanger des prisonniers, de restituer les corps de ceux qui sont tombés au combat et de mettre fin à la corruption au sein des forces armées.

Ces rassemblements, comme ceux qui les ont précédés dans d'autres villes d'Ukraine, soulèvent de plus en plus la question du contrôle des citoyens sur la gestion des villes.

Patrick le Tréhondat

Lutte des travailleurs en Ukraine

Victoire judiciaire : Les cheminots ont droit à leur salaire !

(Source : Réseau international du travail pour la solidarité et les luttes)

(8 octobre 2023) Le tribunal régional de Kryviy Rih a jugé illégale la suspension partielle du paiement des salaires par les Chemins de fer ukrainiens Ukrzaliznytsya. Cette décision concerne plus de 300 000 travailleurs, qui recevront désormais l'intégralité de leur salaire.



Crédit : CNN. Voir <https://edition.cnn.com/interactive/2023/05/world/ukraine-railways-cnnphotos/>

Le vendredi 6 octobre, les juges ont finalement déclaré illégale la décision du conseil d'administration d'Ukrzaliznytsya datée du 14 mars 2022 concernant la suspension des paiements prévus par l'accord sectoriel et les conventions collectives. Ukrzaliznytsya est tenue de payer les sommes dues. De nombreux employés de la société de transport ont été privés de leurs salaires légaux à la suite d'une décision injuste et finalement illégale de la direction d'UZ.

Vyacheslav Fedorenko [que la délégation du Convoi 3 du Réseau syndical international de solidarité et de lutte a rencontré ; ici une photo de leur local syndical], machiniste et responsable de la branche principale du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine au dépôt de locomotives de Kryvyi Rih, et ses collègues des régions ont saisi la justice, obligeant UZ à indemniser les cheminots pour les dommages légitimes qu'ils ont subis.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte et du Réseau Rail sans frontières réaffirment leur soutien à la résistance syndicale ukrainienne qui lutte contre

l'occupation du pays par l'armée russe et continue à défendre les intérêts des travailleurs ukrainiens face au patronat et au gouvernement qui tentent de restreindre leurs droits.

Les coursiers de Dnipro en grève contre Bolt Food

(Source : canal Telegram des grévistes de Dnipro)

En Ukraine, les coursiers du célèbre service de livraison de nourriture Bolt Food sont en grève. La raison en est le mécontentement à l'égard des conditions de travail, en particulier des salaires.

Toutefois, selon les coursiers eux-mêmes, on ne peut pas parler d'une véritable grève : certains employés de l'entreprise continuent d'effectuer des livraisons et il n'a donc pas été possible de paralyser l'activité de l'entreprise. Selon une déclaration publiée sur les médias sociaux, si les revendications ne sont pas satisfaites, les coursiers ont l'intention de :

- Surveiller toutes les offres d'emploi [visant à briser leur mobilisation] "et organiser la contre-propagande en conséquence" ;
- Effectuer des grèves régulières.

Que veulent les coursiers ?

1. Introduction d'un paiement minimum par commande de 70 hryvnias (= 1,81 €).
2. Augmenter de 70 % le taux de paiement et la tarification au kilomètre,
3. Calcul des paiements horaires garantis à 95 hryvnias (= 2,45 €).
4. Renouvellement des primes hebdomadaires.
5. Paiement du coursier pour l'attente à l'entreprise, si l'entreprise a plus de 5 minutes de retard pour passer la commande.
6. Fin du blocage [des comptes].

7. Amnistie pour tous les coursiers dont les comptes ont été injustement bloqués.



Rendre leur salaire aux travailleurs mobilisés pour l'effort de guerre !

(16 octobre 2023) Vitaliy Dudin, avocat spécialisé dans le droit du travail et membre du Mouvement social, publie cette information sur son canal Telegram (extraits)

L'année dernière, notre organisation, le Mouvement social, a demandé que les employés appelés dans les forces armées ukrainiennes aient le droit de conserver leur salaire pendant leur service militaire. Le 12 octobre, la Cour constitutionnelle a ouvert une procédure suite à la plainte d'un

citoyen concernant l'inconstitutionnalité des dispositions de la loi n° 2352 qui, depuis le 19 juillet 2022, exclut ces garanties [le droit au salaire] de l'article 119 du code du travail.

Trois propositions de loi demandant le rétablissement de ces garanties sociales existent [déposés au parlement ukrainien, la Verkhovna Rada]. Aucune n'a été examinée par les députés, qui n'ont apparemment pas jugé la question importante pour le pays en guerre.

Auparavant, les employés qui avaient été payés jusqu'au 19 juillet 2022 ont tenté de faire appel de la cessation des paiements, mais sans succès. Seules quelques personnes ont continué à recevoir des paiements en raison de conflits juridiques ou sur décision de l'employeur ([Energatom](#), [Ukrzaliznytsia](#)).

La Cour constitutionnelle doit rétablir la justice pour les centaines de milliers de travailleurs mobilisés qui paient de leur sang l'avenir de l'Ukraine !

Les étudiants de l'école polytechnique de Lviv poursuivent leur lutte pour obtenir des conditions de vie décentes et un abri adéquat contre les attaques de missiles

1. (18 octobre 2023) Communiqué de presse du syndicat étudiant *Priama Diia* (Action directe)



Des abris sûrs pour les étudiants !

Dans un contexte de guerre, la question des conditions de sécurité pour les étudiants dans les établissements d'enseignement et l'hébergement dans les résidences universitaires se pose avec une acuité particulière. Pour protéger les étudiants et le personnel des effets dévastateurs de futurs bombardements, le gouvernement a proposé des recommandations sur la manière d'organiser les abris dans les établissements d'enseignement. Cependant, dans quelle mesure les administrations des universités ukrainiennes se conforment-elles consciencieusement à ces exigences et quel est l'état de

nos abris ?

Nous lançons une campagne d'inspection des abris dans les bâtiments scolaires et les dortoirs afin d'attirer l'attention du public sur la situation réelle des mesures de sécurité et de créer un espace pour la lutte en faveur d'abris sûrs et confortables.

Pour ce faire, nous avons créé un canal où nous publierons des informations sur les résultats de l'audit.

Nous appelons tous ceux qui souhaitent participer à nous écrire au sujet de l'état des refuges dans vos universités/dortoirs en utilisant notre bot - @priama_dia_bot. Si vous êtes prêt à participer à la vérification, écrivez à @garriardo et rejoignez la campagne !

Le syndicat a déjà contrôlé un refuge

Le 26 septembre, nos militants ont visité l'Université nationale de médecine vétérinaire et de biotechnologie de Lviv (S. Z. Hzhyskyi), située presque au centre de Lviv. D'après les résultats de l'inspection :

Les abris sont signalés par des panneaux et des inscriptions.

✘ L'entrée est étroite, les portes sont petites, il sera difficile pour plusieurs personnes d'entrer à l'intérieur en même temps.

✘ Pas d'équipement d'extinction d'incendie

✘ L'abri n'est pas étanche, il y a des fissures, il n'y a pas de ventilation.

✘ Aucun éclairage n'est disponible

✘ Toilettes et robinets introuvables

Il n'y a que des chaises pour s'asseoir, mais il n'y a pas de réservoirs à déchets, de récipients pour la nourriture, d'équipement médical ou de moyens de communication.

Conclusion : L'abri de cette université ressemble plus à une catacombe qu'à un refuge en cas d'attaque à la roquette.

2) (12 octobre 2023) Déclaration du syndicat étudiant Priama Diia (Action directe) sur l'avancement des travaux de réparation des fenêtres et des portes détruites par l'attaque des missiles russes sur Lviv.

Hier, les étudiants de l'université et les activistes d'Action directe ont protesté contre l'inaction de l'administration, qui ne tient pas ses promesses et retarde la réparation des dortoirs. Au cours de la mobilisation, nous avons reçu des réponses à certaines des questions que nous avons posées aux représentants de la bureaucratie.

Ensemble, nous avons réussi à créer le "Comité des étudiants du 11 octobre", qui est chargé d'auditer le processus d'installation des fenêtres et des portes. L'administration s'est engagée à rendre compte à cet organe. Le comité comprend des résidents des dortoirs concernés, d'autres étudiants de Lviv Politechnic et des représentants d'Action directe. La possibilité de renoncer aux

frais de dortoir pendant la période où les conditions de vie sont insatisfaisantes a également été discutée.

Les représentants de l'administration ont assuré que les réparations seront effectuées progressivement et devraient être terminées pour le 7 novembre, et que le chauffage des dortoirs 4 et 10 sera allumé plus tôt. En cas de non-respect des promesses, le comité remobilisera les étudiants concernés pour une action de protestation.

Vous pouvez retrouver l'enregistrement de ces réunions sur notre page Instagram. Des informations sur les travaux de la commission seront publiées sur ce canal. Merci à tous ceux qui se sont joints à l'action - ensemble, nous pouvons protéger nos droits !

3) (10 octobre 2023) Déclaration de l'Union des étudiants sur le sit-in dans le bureau du vice-chancelier de la Politechnique de Lviv

Les étudiants de l'école polytechnique de Lviv souffrent de l'inaction de l'administration universitaire. Le 6 juillet, de nombreux bâtiments de Lviv ont été endommagés par des missiles ennemis. Les résidents des dortoirs de l'université nationale Lviv Polytechnic ont également été malchanceux : ils ont perdu un grand nombre de leurs fenêtres. Une solution temporaire au problème a consisté à les remplacer par des feuilles de plastique et de contreplaqué.

Malgré les assurances données par l'administration sur les médias sociaux que les travaux dans les dortoirs seraient terminés pour le 30 septembre, la question n'est toujours pas résolue. La situation est exacerbée par une vague de froid intense, qui rend la vie dans les dortoirs impossible sans chauffage supplémentaire.

À partir du 10 octobre, le Centre hydrométéorologique régional de Lviv prévoit des gelées et une baisse des températures jusqu'à 0°C. Par conséquent, si des mesures urgentes ne sont pas prises pour installer des fenêtres, les locaux seront inhabitables.

En réponse, nous lançons une campagne contre l'arbitraire de l'administration de l'école polytechnique de Lviv. Nous sommes en train de créer un forum de discussion où nous voulons rassembler les étudiants

Les étudiants de l'école polytechnique et les militants d'Action directe ont décidé que, puisqu'il n'y avait pas d'endroit où se réchauffer, nous pourrions rendre visite au vice-président Bobal Yury et nous asseoir dans son bureau, à l'abri du froid glacial.

Nous vous invitons à venir demain, 11 octobre, à 14h45 à l'école polytechnique de Lviv, ul. Stepan Bandera, pour soutenir les étudiants et faire preuve de solidarité. Habillez-vous chaudement, apportez des thermos avec du thé.

Autres nouvelles sur le travail en Ukraine

La Verkhovna Rada est saisie d'un projet de loi visant à restreindre les droits à l'action syndicale

(14 octobre 2023, Patrick le Tréhondat)

Un projet de loi sur les conflits collectifs de travail est actuellement en discussion à la Verkhovna Rada d'Ukraine.

Une disposition du projet de loi donne à l'employeur le droit de déclencher un lock-out (article 48) si la grève constitue une entrave à l'exercice du "droit de propriété" (article 45), et le projet limite à 3-5 personnes le nombre d'élus au sein de l'organisation habilitée à mener une grève (article 38).

En cas de grève reconnue comme illégale par le tribunal, l'organisation ayant mené la grève doit indemniser l'employeur pour les dommages causés par une telle grève sans aucune restriction, le projet réduit la possibilité de mener une grève d'avertissement à un maximum d'une heure (article 36), taxe les fonds de grève (partie 4 de l'article 39), et établit une procédure complexe pour la mise en œuvre par les employés du droit de grève (article 46).

Les nouvelles dispositions sur le lock-out en Ukraine violent les droits des travailleurs

Source : IndustriALL

(12 octobre 2023) Les syndicats ukrainiens s'opposent à l'inclusion de dispositions relatives au lock-out dans les articles 48 à 52 du projet de loi sur les conflits collectifs du travail, actuellement en discussion au parlement ukrainien. Ces dispositions, qui donneraient plus de pouvoir aux employeurs et priveraient les travailleurs de leurs droits, sont contraires à la Constitution ukrainienne et aux normes internationales du travail.



L'inclusion des dispositions relatives au lock-out légitime le droit des employeurs à déclencher des lock-out et annule tous les progrès réalisés en matière de grève. En cas d'atteinte à la propriété, la grève pourrait être considérée comme illégale et l'employeur pourrait recevoir une indemnisation.

Les dispositions n'améliorent pas les droits des travailleurs, il pourrait y avoir une limitation du nombre d'employés qui seront légalement autorisés à faire grève, avec un maximum de trois ou cinq personnes. Une grève d'avertissement ne peut être déclenchée qu'une seule fois et pour une durée de 60 minutes seulement pendant toute la durée d'un conflit du travail.

L'inadmissibilité du lock-out, telle que stipulée dans les articles 48-52 de ce projet de loi, est confirmée par les pratiques observées au sein du Comité européen des droits sociaux. En outre, le Comité souligne que le droit au lock-out ne doit pas être considéré comme offrant une protection complète et étendue, contrairement au droit de grève. Pour sensibiliser à la façon dont les nouvelles inclusions menacent les travailleurs ordinaires et les membres des syndicats, la KVPU a lancé une campagne impliquant des dirigeants syndicaux qui ont exprimé leurs préoccupations et leurs positions aux membres du parlement. Isabelle Barthès, co-secrétaire générale par intérim d'industriAll Europe :

"Si l'avenir de l'Ukraine se trouve dans l'UE, comme l'a affirmé le président de la Commission européenne, nous insistons pour qu'elle respecte les éléments clés du modèle social européen.

Le droit de grève et la négociation collective sont des éléments essentiels du modèle social européen. Sans le droit de mener des actions syndicales efficaces, la négociation collective devient inefficace, et nous avons besoin de la négociation collective pour garantir une répartition équitable des richesses et de bonnes conditions de travail. Nous sommes aux côtés de nos collègues ukrainiens et nous continuerons à alerter l'UE sur les tentatives d'affaiblissement des droits des travailleurs.

"Au niveau international, le droit de grève est régi par la Convention 87 de l'OIT sur la liberté d'association et la protection du droit syndical. Au niveau national, le droit de grève est inscrit dans la Constitution ukrainienne à l'article 44. Considérant que les dispositions relatives au lock-out sont en violation de la Constitution et des normes internationales du travail, IndustriALL appelle à l'exclusion de ces dispositions du projet de loi sur les conflits collectifs du travail,"

Le secrétaire général de l'IndustriALL, Atle Høie, a déclaré à ce sujet.

- IndustriALL et industriAll Europe ont conjointement envoyé des lettres au président ukrainien et au Parlement ukrainien pour demander le retrait de ces dispositions, soulignant qu'elles violent les droits des travailleurs.
- IndustriALL Global Union et IndustriAll European Trade Union appellent l'UE à aborder cette question avec les autorités ukrainiennes dans le cadre du processus d'intégration.
- IndustriALL demande également à l'Organisation internationale du travail (OIT) d'intervenir pour s'opposer à l'inclusion de dispositions relatives au lock-out dans le projet de loi.

Voir ces lettres de protestation (en anglais) d'IndustriALL à :

[Volodymyr Zelenskyy](#)

[Président du Parlement ukrainien](#)

[Dirigeants de la Commission européenne](#)

[OIT](#)

[Vidéo] Lutte contre les inondations dues à la destruction du barrage de Kakhovka

La destruction du barrage de Kakhovka est l'une des graves conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. [Yuri Samoilov, du syndicat indépendant des mineurs de Kryvyi Rih, rapporte ce qui suit](#)

Enthousiasmés par le changement : Le Congrès 2023 de l'ISP débute à Genève

Comprend une note sur l'intervention d'Artem Tidva (Mouvement social), organisateur de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), sur l'organisation en Ukraine, en Pologne et en Macédoine du Nord ([voir le sous-titre "Organiser pour le pouvoir : Leçons de l'organisation dans le monde"](#))

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Rencontre avec Be Like Nina



(De gauche à droite) : Debout : Enrico Wiesner, représentant du comité d'entreprise d'IG Metall chez Siemens Energy à Berlin ; Nina Bondar, Be Like Nina ; Olga Turochka, chirurgienne pédiatrique à Shostka/ Sumy ; Antonina Shatsylo, travaille dans le laboratoire de radiologie à Obukhiv/ Kyiv ; Hermann Nehls, retraité de la Confédération syndicale allemande (DGB) dans le domaine de la formation professionnelle et politique ; Andrej Losin, traducteur, Russians against War, Vienne
Assis : Therese Wüthrich, ancienne secrétaire du syndicat suisse des médias Comedia ; Angela Klein, rédactrice en chef de *Sozialistische Zeitung*, Allemagne

Une délégation allemande et suisse rend visite aux syndicats ukrainiens et leur apporte son soutien

Le rapport d'Angela Klein

14 octobre 2023) Un groupe de quatre syndicalistes (trois d'Allemagne, un de Suisse) s'est rendu en Ukraine du 9 au 14 octobre 2023. L'objectif de ce voyage était de prendre contact avec le plus grand nombre possible de syndicats et d'initiatives syndicales et de recueillir des informations de première main sur la situation des travailleurs dans différents secteurs. Ces informations devraient contribuer à promouvoir un échange étroit et un soutien solidaire aux collègues ukrainiens dans leurs propres syndicats. Le voyage des syndicalistes faisait partie des activités de l'initiative "Solidarité avec les syndicats en Ukraine - Aide humanitaire".

Des réunions conjointes ont été organisées à Kyiv avec le syndicat de l'éducation et de la science (affilié à la Fédération des syndicats d'Ukraine, FPU), le syndicat indépendant des cheminots (dans aucune organisation faîtière), avec des représentants de Sotsialny Rukh (Mouvement social), le syndicat des travailleurs de l'industrie électrique (FPU), avec le président de la FPU ainsi que les

présidents respectifs de certains syndicats individuels affiliés, le président de l'association de jeunesse de la FPU et plusieurs membres de l'initiative #BeLikeNina.

À Kryvyj Rih, une réunion a eu lieu avec deux représentants du syndicat indépendant du personnel hospitalier, le président du syndicat indépendant des mineurs NGPU et son syndicat affilié des travailleurs de la métallurgie, ainsi qu'avec la représentation syndicale de l'aciérie ArcelorMittal (FPU).

Au cours des discussions, il est apparu clairement que les syndicats et les initiatives syndicales sont confrontés à des défis. Une question importante est la tentative du gouvernement Zelensky de démanteler les dispositions protectrices du code du travail. En outre, les entreprises profitent de la situation de guerre actuelle pour modifier les conventions collectives et aggraver la situation des travailleurs.

Des dons ont été remis au cours du voyage. Un discours de solidarité a été prononcé par l'Union syndicale suisse (USS). Nous avons discuté des premières approches pour d'éventuels projets de soutien ultérieurs et nous allons maintenant poursuivre le travail commencé dans nos syndicats en Allemagne et en Suisse. En outre, nous prévoyons des rapports écrits et oraux ainsi que des événements.

Voir ces deux articles sur les rencontres de la délégation en Ukraine :

1. [Je ne sais pas comment lutter contre ce système, mais je vais commencer dès maintenant](#).
[L'émergence d'un nouveau syndicat dans le secteur de la santé en Ukraine](#)
2. [Chez ArcelorMittal \(Kryvyi Rih\)](#)
[Convention collective résiliée malgré la guerre](#)



État espagnol : Quatrième convoi de la lutte internationaliste

Les camarades Cristina et Isarn de [Lucha Internacionalista](#), ainsi que Paco de l'organisation Anoia de la [Confédération générale du travail](#) (CGT Anoia), ont mené à bien le quatrième convoi d'aide aux syndicats ukrainiens et à la gauche organisée du 5 au 12 août.

Grâce à l'aide internationale des travailleurs, le convoi a également été rendu possible grâce aux contributions de [La Aurora](#), la division de l'éducation de la CGT dans le Baix Llobregat et à Barcelone, de l'organisation de la CGT à Lleida, du [collectif Léodile Béra](#), de l'organisation madrilène du [Mouvement des travailleurs de la santé en réunion](#) (MATS), et du magazine en ligne [Transversales](#).

[Lire le rapport ici](#)

Le réseau de professionnels de la santé Be Like Nina participe au congrès de ConLutas (Brésil)

Source : [Site web de Be Like Nina](#)

Oksana Slobodiana, responsable du mouvement médical "Be Like Nina" et du syndicat régional des travailleurs de la médecine et de la santé de Lviv, a participé au congrès syndical CSP-Conlutas à São Paulo, au Brésil.

Le CSP-Conlutas est un mouvement brésilien qui réunit des syndicats et des organisations de la société civile qui s'opposent aux réformes néolibérales et constituent une alternative aux "vieux syndicats" inefficaces.

Lors de cet événement, Oksana Slobodiana a représenté les infirmières ukrainiennes qui souffrent de licenciements, de réductions de salaire et de l'attitude arrogante de leur direction, alors que leur travail est extrêmement important, en particulier en temps de guerre.



Comme vous le savez, les médecins ukrainiens sont actuellement réduits massivement au salaire minimum. Dans son discours, elle a déclaré :

"Les principaux moteurs de notre travail peuvent être résumés en deux mots qui semblent n'être que des mots, mais qui ont un grand pouvoir : ces mots sont l'unité et la solidarité. Ce n'est que dans l'unité que le peuple ukrainien a survécu, et ce n'est que grâce à la solidarité internationale que nous luttons pour

notre liberté.

"Nous vivons une époque où seule la solidarité permet à la lumière de vaincre l'obscurité. Nous l'avons bien compris et ne perdons pas de force dans notre travail syndical. Nous comprenons que nous ne vivrons et ne travaillerons plus comme par le passé, que nos soldats mourront pour un avenir sans chaînes.

Le mouvement "Be Like Nina" du personnel de santé a été créé en 2019 et se compose d'infirmières et de médecins. Nous avons commencé dans une période de grande incertitude, mais maintenant vous voyez ce qui peut être fait étape par étape. Notre communauté Facebook compte 85 000

professionnels de la santé. Oui, c'est très difficile pour nous maintenant, parce que nous sommes menacés de destruction, mais nous devons aider et soutenir les personnes qui sont forcées de quitter leur maison, et nous faisons de notre mieux. Grâce à l'organisation allemande de défense des droits de l'homme Medico International, nous avons pu fournir un abri à 40 familles et aider plus de 200 familles en leur fournissant de la nourriture, des articles ménagers et un soutien médical, juridique et psychologique.

"Merci pour votre solidarité et votre attention, pour l'invitation et le soutien que vous nous apportez, c'est très important pour nous. Si nous voulons un changement, nous devons faire preuve de solidarité et agir pour le changement que nous voulons. L'union fait la force !"

Un représentant du syndicat des mineurs et des métallurgistes (NPGU) de la confédération KVPU a également participé à l'événement.

Autres nouvelles de la solidarité syndicale en Ukraine

Journée de solidarité avec la grève chez Veolia : Appel à la cessation des activités en Russie

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine

Lutte des travailleurs au Belarus

Suède : Unionen tient son 5ème congrès et dénonce l'expulsion d'un dirigeant syndical biélorusse

Source : Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois

Voir Solidarnast pour les dernières nouvelles